



# **Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale**



Doha, 12-19 avril 2015

Distr. générale  
10 avril 2015  
Français  
Original: anglais

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

**Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application  
des politiques et stratégies globales en matière de prévention  
du crime et de justice pénale visant à promouvoir  
l'état de droit aux niveaux national et international  
et à favoriser le développement durable**

## **Note verbale datée du 9 avril 2015, adressée au secrétariat du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale par la Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne**

La Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne présente ses compliments au secrétariat du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et a l'honneur de lui communiquer ci-joint la déclaration et les recommandations du Forum des jeunes de Doha.

La Mission permanente du Qatar souhaiterait que la déclaration et les recommandations du Forum des jeunes de Doha, qui seront présentées à l'ouverture du Congrès, soient communiquées au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra du 12 au 19 avril 2015.

La Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne saisit cette occasion pour renouveler au secrétariat du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale les assurances de sa très haute considération.

\* A/CONF.222/1.



**Annexe à la note verbale datée du 9 avril 2015, adressée au secrétariat du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale par la Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne**

**Déclaration du Forum des jeunes de Doha\***

**Doha, 7-9 avril 2015**

Nous, les jeunes participant au Forum des jeunes de Doha pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Doha (Qatar) du 7 au 9 avril 2015, nous sommes rassemblés pour échanger nos vues et élaborer des recommandations d'action, et pour défendre l'ambition d'un monde plus sûr face au crime, à la drogue, à la corruption, à la violence et au terrorisme. Nous sommes fiers de représenter différents pays, cultures, points de vue et perspectives.

En tant que jeunes membres de la société, nous voulons pouvoir compter sur le système de justice pénale pour nous protéger et maintenir l'ordre. Nous sommes conscients qu'il est essentiel, pour parvenir au développement durable, de collaborer et de travailler avec nos gouvernements, la société civile et les établissements éducatifs afin de mieux sensibiliser les esprits à l'état de droit et aux droits de l'homme, y compris à ceux qui sont liés au système de justice pénale. Nous sommes conscients qu'il faut prendre des mesures, ou renforcer celles qui ont été prises, pour remédier aux facteurs qui rendent les personnes vulnérables à la traite, à la violence, à l'abus de drogues, à la pauvreté, au sous-développement et à l'inégalité des chances. Par les présentes déclaration et recommandations d'action, nous cherchons à soutenir la réduction de la criminalité et à consolider la confiance et les relations entre les jeunes et le système de justice pénale, pour aider à renforcer la cohésion de la communauté.

Nous apprécions grandement et saluons l'initiative du Gouvernement qatari d'accueillir pour la première fois un Forum des jeunes avant le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. À cet égard, nous encourageons les pays qui accueilleront les futurs Congrès à organiser de tels Forums pour permettre aux jeunes du monde entier de faire entendre leurs voix et de proposer des solutions innovantes et dynamiques aux défis actuels et futurs de la prévention du crime et de la justice pénale.

Nous engageons toutes les parties rassemblées à Doha pour le treizième Congrès à examiner nos recommandations lors du Congrès et à l'occasion d'autres rencontres pertinentes, notamment lors du vingtième anniversaire du Programme d'action mondial pour la jeunesse, qui sera célébré le 29 mai 2015 par le Président de l'Assemblée générale.

Pour répondre aux défis que présentent la prévention du crime et la justice pénale, et pour faire en sorte que nos systèmes de justice pénale soient équitables, justes, transparents et accessibles dans l'après-2015, le Forum des jeunes de Doha recommande ce qui suit:

---

\* La version originale anglaise du présent rapport n'a pas été revue par les services d'édition.

## Recommandations

### Forums mondiaux et régionaux des jeunes

1. Dans le souci de renforcer l'état de droit et de soutenir le développement durable, nous encourageons les gouvernements à convoquer des forums internationaux ou régionaux des jeunes sur la prévention du crime et la justice pénale.

Ces forums devraient être ouverts aux jeunes du monde entier et leur offrir la possibilité d'avoir un dialogue constructif avec des représentants du gouvernement et toutes les parties concernées, et de faire le point des mesures prises par la communauté internationale pour renforcer les institutions de justice pénale et l'accès de tous à la justice.

2. Nous appelons de nos vœux la création d'un Conseil mondial indépendant au sein duquel des jeunes particulièrement brillants débattraient des problèmes et questions spécifiques à leur cadre de vie et devant être pris en compte lors de la conception de mesures adaptées de prévention du crime et de justice pénale, et collaboreraient à la recherche de solutions par l'élaboration de projets.

Le Conseil mondial des jeunes se réunirait régulièrement pour débattre de propositions de projets, et il établirait un rapport qui serait présenté à un organisme compétent des Nations Unies pour examen.

Nous recommandons que chaque État Membre envisage de nommer des ambassadeurs de la jeunesse qui recueilleraient des informations sur les projets menés en matière de prévention du crime et de justice pénale, les progrès réalisés et les problèmes du moment, et qui feraient rapport sur le sujet.

### Sensibilisation des esprits et action pédagogique

3. Sachant qu'on ne saurait s'attaquer aux questions touchant à la prévention du crime et à la justice pénale sans mener d'action pédagogique d'ordre social, technologique et universitaire, nous prôtons la mise en place d'une Campagne mondiale de sensibilisation qui irait dans le sens des mesures prises par les organismes des Nations Unies pour faire naître et promouvoir une culture et une prise de conscience plus solides en matière de droits de l'homme partout dans le monde.

Nous recommandons que cette Campagne fasse intervenir des acteurs de terrain très divers dont, sans s'y limiter, la famille, l'école, les structures destinées à la jeunesse et les institutions religieuses et qu'elle tire parti du pouvoir des médias, notamment des médias sociaux et des équipes et dispositifs mobiles, pour parvenir à ses fins.

4. Nous engageons les gouvernements à mettre en œuvre des programmes pédagogiques formels et informels dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire, mais aussi au sein de la collectivité, pour sensibiliser au système judiciaire et le faire mieux connaître.

Nous recommandons la mise en place d'un système d'Enseignement juridique public qui sensibiliserait aux droits de l'homme et aux droits liés au système de justice pénale et qui ferait mieux connaître le système judiciaire par

l'organisation de procès fictifs et la conduite de programmes pédagogiques s'adressant à la collectivité.

Nous recommandons qu'à l'initiative des ministères de l'éducation, les programmes nationaux d'enseignement prévoient une sensibilisation aux questions juridiques, notamment aux problèmes que posent la traite des personnes et d'autres formes de criminalité, par la mise en place d'un Enseignement parajuridique dispensé dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire et consistant en un enseignement juridique public s'adressant aux élèves de moins de 18 ans.

5. Nous sommes fortement partisans d'une action de collaboration axée sur le renforcement des initiatives publiques de prévention du crime et de justice pénale, en partenariat avec la société civile et les organisations internationales. L'introduction d'un Programme d'information numérique dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire pourrait être un exemple d'action collaborative spécifique et ciblée de ce type.

Nous recommandons qu'un tel programme soit mis en place pour sensibiliser l'ensemble des membres de la société à l'utilisation de la technologie moderne dans un environnement numérique, aux droits et responsabilités des utilisateurs d'Internet et de la technologie numérique, ainsi qu'à la protection contre l'usage criminel des technologies de l'information. Les objectifs premiers devraient être, entre autres, de garantir à tous un accès au numérique, de promouvoir "la compétence et la communication numériques", de permettre une communication fiable et sûre dans l'environnement numérique, de promouvoir des garanties pour un commerce électronique sûr, de veiller à la protection des droits de l'homme, plus particulièrement au droit à la vie privée, et de protéger contre les différentes manifestations et formes de cybercriminalité.

#### **Action citoyenne et signalement des infractions au moyen de la technologie**

6. Nous engageons les gouvernements à prendre, avec le concours des organismes des Nations Unies et du secteur privé, des mesures visant à renforcer l'usage de la technologie pour faciliter le signalement des infractions, notamment dans les cas où la victime est incapable, pour quelque raison que ce soit, de s'adresser elle-même aux autorités compétentes.

Cette technologie pourrait consister en ce qui suit: a) une application portable destinée à la population dans son ensemble (ayant accès à un smartphone); b) une fonction d'appel d'urgence qui pourrait être installée sur tous les appareils portables au moyen d'un code ou d'un "bouton" préexistant; c) des centres et des lignes téléphoniques d'urgence gérés à l'échelle locale et régionale et auprès desquels il serait possible de recevoir informations et aide pour le signalement d'infractions.

7. Nous engageons en outre les gouvernements à exploiter la technologie disponible pour mettre en place et appuyer à l'échelle locale des groupes de veille chargés de diffuser des informations auprès de la population, de décourager toute activité criminelle et de faire office de réseau de ressource et de soutien de quartier.

### **Prisons et réinsertion des délinquants**

8. Nous invitons les gouvernements, agissant en partenariat avec les organisations non gouvernementales, à faire une priorité des programmes de réadaptation menés dans les établissements pénitentiaires et à l'extérieur afin de favoriser une meilleure réinsertion de tous les détenus dans la société.

Ces programmes prévoiraient des consultations auprès de professionnels de la santé physique et mentale spécialisés dans la réadaptation des détenus, ainsi que des formations pratiques dispensées par des spécialistes pour faire en sorte qu'ils réussissent leur retour dans la société et qu'ils soient en mesure de trouver du travail sans retomber dans la criminalité.

Nous prôtons l'organisation de débats publics et d'autres manifestations lors desquels des anciens détenus ayant réussi leur réadaptation s'adresseraient aux jeunes pour les dissuader de s'adonner à des activités criminelles.

### **Développement économique et perspectives d'emploi**

9. Nous engageons les entités du secteur privé, et encourageons les gouvernements et les organismes des Nations Unies à se joindre à elles, à assurer et promouvoir activement l'offre aux personnes qui vivent dans des conditions de vulnérabilité ou dans des zones sujettes à la criminalité, et plus spécialement aux jeunes, de possibilités de stages ou de formations susceptibles de déboucher sur un emploi stable et de longue durée.

Nous recommandons que ce type de programme soit proposé comme moyen d'encourager les personnes défavorisées à se consacrer à des activités productives bénéfiques à la société plutôt qu'à des activités de nature criminelle.

Nous recommandons en outre que les entités du secteur privé réservent un pourcentage fixe de stages et d'offres d'emploi à ce programme.

10. Nous engageons aussi les entités du secteur privé à parrainer différentes activités à assise locale, comme l'organisation de manifestations sportives, l'installation de lampadaires et la cession responsable de conserves alimentaires invendues aux organisations d'aide aux démunis, afin de décourager et de prévenir la criminalité.

### **Traite des êtres humains**

11. Nous recommandons que les États Membres, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les autres acteurs de la lutte contre la traite des êtres humains adoptent et fassent appliquer des politiques globales.

Ces politiques devraient compléter les mesures visant à prévenir la traite des êtres humains ainsi qu'à apporter une assistance aux victimes de la traite et à les protéger contre toute nouvelle victimisation, compte tenu de leur âge, de leur sexe et de leurs besoins particuliers.

12. Nous préconisons vivement la mise en place d'initiatives conjointes en faveur de la création de centres de recherche destinés à sensibiliser aux conséquences et problèmes découlant de la traite des personnes ainsi qu'à produire des informations et des statistiques et à les mettre à disposition, à élaborer des mesures nationales et à

diffuser des connaissances sur les meilleurs moyens de prévenir et de combattre cette forme de criminalité.

### **Usurpation d'identité**

13. Nous sommes conscients qu'Internet et la technologie peuvent ouvrir des possibilités mais aussi poser des problèmes. Dans le souci de protéger nos identités, nous engageons les gouvernements, les entreprises de réseaux sociaux et toutes les parties concernées à prendre toutes les mesures requises pour prévenir et punir l'usurpation d'identité.

Ces mesures couvrent l'adoption d'une législation stricte en vue de prévenir et de combattre l'usurpation d'identité et de favoriser la prise de mesures préventives destinées à sensibiliser et informer les citoyens au sujet de cette forme de criminalité et de ses conséquences.

Les entreprises de réseaux sociaux devraient concevoir des mesures de ce type afin de collaborer avec les autorités nationales à la bonne surveillance des escroqueries et autres pratiques relevant de la cybercriminalité.

### **Cybercriminalité et autres formes nouvelles de criminalité**

14. Nous recommandons que les gouvernements encouragent et favorisent les partenariats public-privé face aux problèmes que pose la cybercriminalité. Nous sommes par ailleurs très favorables à la participation active des fournisseurs d'accès Internet à la lutte contre la cybercriminalité, en particulier par le signalement de comportements suspects aux services d'enquête compétents.

15. Nous recommandons l'adoption de règles et normes en vertu desquelles les fournisseurs de réseaux sociaux (Facebook et Google, par exemple) auraient le droit de consulter, mais non d'utiliser ni de vendre, les données personnelles des utilisateurs de leurs services, comme dates de naissance, origines, adresses électroniques et photographies, entre autres.

16. Nous recommandons l'institution d'un organisme de recherche qui serait chargé d'étudier les causes de la progression de l'environnement numérique et ses effets sur le mode de vie des citoyens.

17. Nous recommandons aussi la reformulation des conditions d'utilisation des services en ligne de telle sorte que celles-ci soient moins ambiguës et plus accessibles (présentées sous forme de courtes vidéos par exemple), afin de minimiser les risques d'exploitation.

### **Trafic de drogues**

18. Nous soutenons vivement les initiatives que les pays prennent conjointement aux niveaux régional et international aux fins de la saisie de drogues et du contrôle des frontières.

Ces initiatives devraient porter sur le resserrement de la coopération entre les pays d'origine et de destination, afin de prévenir et de combattre le trafic de drogues et d'améliorer le suivi et la fouille de conteneurs aux points de transit et dans les pays de destination les plus importants.